

## Musées : exclusions et solidarités

Novembre 2009

On pourrait poser la question brutalement. 2,8 milliards d'humains vivent avec moins de 2 \$ par jour. L'exclusion est partout chez elle ! Plus aucune pensée, ni aucune politique visant le monde tel qu'il est ne peut en faire l'économie.

Comment cette question se pose-t-elle dans le monde des musées ? Le monde des musées est-il le meilleur des mondes possibles où l'exclusion n'a pas sa place ? Ou bien est-il le lieu du redoublement symbolique des exclusions sociales ?

Comment les exclus sont-ils exclus du musée ? Quelle forme d'exclusion spécifique génèrent-ils ? Quelles populations les visitent et les aiment et quelles populations les ignorent ou s'y sentent interdits ou déplacés ? Le patrimoine de quels groupes y est-il sauvegardé, étudié, valorisé et lequel y est-il oublié ? Quelles populations sont exclues des décisions que prennent les musées et lesquelles y sont acteurs ?

Les musées, paraît-il, n'ont pas pour vocation de lutter contre la pauvreté. Ils ne sont pas supposés augmenter le contingent des spécialistes de la pauvreté. Qu'iraient-ils faire dans « cette galère » ?

**Pourquoi aujourd'hui, la Fédération des Ecomusées et des musées de société, soutenue par la Fondation Crédit Coopératif, banque de l'économie sociale, et le ministère de la Culture (Direction des Musées de France) organise une journée d'étude sur « Musées : exclusions et solidarités » ?**

La lutte contre l'exclusion culturelle est bien au cœur du métier des musées. Il y a depuis l'origine, inscrit dans le code génétique des musées cette exigence d'accueillir le plus grand nombre et notre jargon désigne pudiquement par le terme de non public tous ceux, nombreux, qui l'ignorent. Comme les autres institutions culturelles, les musées de société et les écomusées mettent en œuvre des procédures pour accueillir le plus large public et cette manière de répondre à la question de l'exclusion fait assez facilement consensus.

Mais l'élargissement de cette question de l'exclusion à d'autres pans de leur activité mérite attention. L'histoire des musées au cours des deux derniers siècles démontre une extension du domaine patrimonial. A partir de ce qui constituait le tout des musées, dans leur origine révolutionnaire - les biens des émigrés, du clergé, de l'ancien pouvoir honni-, leur domaine n'a guère cessé de s'étendre, scientifiquement, géographiquement, historiquement et socialement. C'est une banalité de rappeler qu'on n'y trouve plus principalement les témoignages des puissants et des possédants, mais ceux des paysans, mais ceux des ouvriers, mais ceux des « sauvages ».

Progressivement le musée, devenu omnivore, aurait tout dévoré, n'aurait plus de limite, n'aurait plus d'extérieur. La dynamique propre des musées et des sciences humaines, l'évolution des goûts l'expliquent, mais aussi les pressions des avant-gardes et des groupes sociaux.

En effet, nous touchons là les enjeux de mémoire et de reconnaissance identitaire. Cette idée s'est peu à peu imposée que la présence au musée, dans le grand récit collectif, attesterait visibilité et dignité. Que pour être reconnu, il fallait y figurer. Au fur et à mesure du progrès de cette idée, l'indifférence du musée passe pour un oubli organisé et serait donc plus inacceptable aux derniers exclus. Les pauvres, les exclus, les miséreux, les sans-abri, sont entrés comme objet dans la sociologie, la peinture, la musique, l'art en général, et ils devraient demeurer exclus du musée ?

Mais ne doit-on pas questionner à son tour cette « évidence » ? Faut-il absolument consentir à cette idée ou doit on s'y opposer et aider les ultimes résistants à échapper à ce destin de finir au musée ? N'y a-t-il pas un droit à l'invisibilité qui passerait par une résistance au musée ? Ou bien n'est-ce pas un tour de passe-passe, finalement confortable, de faire passer les exclus pour des résistants au monde du musée ? Sur ce point, la méthode des écomusées et des musées de société est sans équivoque : la réponse appartient aux populations concernées.

Il nous paraît donc que les musées ne peuvent échapper à la question de l'exclusion - entendue au triple sens d'exclusion des contenus, des visiteurs et des décisions - et il nous semble que les écomusées et musées de société ont, sur ce front, des expériences à faire valoir.

En effet, les écomusées ont même « porté loin le fer » dans la plaie en posant que ce qui comptait n'était pas seulement de présenter le patrimoine anonyme et méprisé des « gens de peu », et d'inclure les habitants, tous les habitants, parmi les visiteurs, - ce qui est déjà une assez grande ambition ! - mais de les inclure parmi les décideurs du musée, à qui il appartient, qu'il s'agisse de ceux qui n'existent et n'ont de sens que par eux. De sorte qu'avec cette formidable exigence (« le musée n'a pas de visiteurs, il a des habitants »), toutes les faces de la question peuvent se rejoindre. La question ne serait plus tellement pour les experts de savoir comment parler des « exclus », et comment les faire venir au musée, mais de définir les conditions pour que ces populations soient dorénavant sujets de leur représentation dans les musées et non assujettis à celles des autres ou tués, ou parlés par d'autres, aussi bien intentionnés soient-ils.

Voilà pourquoi les écomusées et musées de société souhaitent réfléchir ensemble à ces questions et les poser au cœur de leur métier.

Ce colloque devra donc s'attacher à évoquer tour à tour des expériences de terrain menées dans les musées et des approches théoriques sur les points suivants :

- Comment définir l'exclusion ?
- Comment la science définit-elle ses marges et étudie-t-elle les marges sociales ?

A l'issue de cette première journée exploratoire, on se demandera comment, pratiquement, mettre en œuvre des actions novatrices et ambitieuses sur ces sujets sur le terrain ?

Ce colloque s'appuiera sur des exemples du réseau de la Fédération et valorisera le musée de société comme acteur social.

L'année 2010 étant l'année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le colloque se présentera comme un événement inaugural de cette manifestation.

Il est donc pensé comme un début et non une fin en soi, et doit ouvrir sur des « chantiers expérimentaux » à mettre en place en 2010 (ex. : campagne de collecte...).